

Labo de la démocratie sociale écologique

Face aux impasses du système néolibéral, à la déconstruction des services publics et des institutions sociales, à l'accélération des dégradations écologiques et au délitement des institutions démocratiques, nous avons besoin d'un projet porteur d'espoir capable de surpasser les aspirations aux replis identitaires et sécuritaires. Pour nous opposer à la montée en puissance de l'extrême droite, comme pour sortir des blocages institutionnels qu'elle génère, il devient décisif d'associer les citoyens aux choix qui les concernent.

Étant favorables à la convocation d'une assemblée constituante chargée de réécrire la constitution, et anticipant une possible dissolution de l'Assemblée nationale en juillet 2025, nous proposons de mener une étude, pluridisciplinaire et citoyenne, chargée d'élaborer et de préparer la mise en œuvre d'un projet de transformation démocratique, sociale, écologique et économique globale, allant au-delà des programmes politiques de la NUPES et du Nouveau Front Populaire.

Nous proposons d'organiser cette étude selon un processus de travail en co-construction, fondé sur des méthodes d'intelligence collective, associant des habitant.es de différentes catégories sociales, économiques et territoriales et des personnes expertes des sujets concernés : chercheuses et chercheurs, universitaires, actrices et acteurs économiques et institutionnels et membres d'organisations citoyennes et syndicales.

Le groupe d'habitant.es serait constitué de volontaires issu.es d'un panel de personnes tirées au sort parmi la population selon des critères de représentativité définis préalablement. Ce groupe aurait pour mission de suivre les travaux menés par les expert.es et les membres de la société civile organisée, de faire une analyse critique de leurs propositions et de produire des amendements, avec l'objectif de garantir l'intérêt général et d'assurer la possible adhésion du plus grand nombre à la mise en application du projet ainsi élaboré.

Nous voulons ainsi bâtir un projet de transformation sociétale majeure, répondant aux enjeux suivants :

1. Réparer les fractures sociales et territoriales, en mettant fin à l'appauvrissement d'une partie grandissante de la population, au creusement des inégalités et à la mise en concurrence des catégories sociales et professionnelles les plus précarisées,
2. Développer la justice fiscale pour financer la réponse aux besoins de toutes et tous, en s'assurant « que les gros payent gros et les petits payent petit », afin de mettre au service de l'intérêt général les milliards d'euros aujourd'hui accumulés par les plus riches actionnaires ou les dirigeants des grandes entreprises,
3. Redonner une place structurante au travail en assurant à toutes et tous la possibilité d'avoir une activité justement rémunératrice, exercée dans des conditions de relations humaines, de santé et de sécurité satisfaisantes, qui ait du sens pour chacun.e, où celles et ceux qui travaillent puissent participer aux choix de production des biens et des services dont ils sont les actrices et les acteurs,
4. Garantir un large panel de droits universels concernant l'éducation, la santé, l'alimentation, le logement, l'eau et l'énergie, fondé sur la reconstruction et l'élargissement des services publics et du système de sécurité sociale, pour que personne ne vive plus dans l'insécurité ou dans la peur du lendemain, au sein d'un système de solidarité et d'entre-aide organisé et porté collectivement sans exclusion,
5. Conventionner, organiser et planifier démocratiquement les activités économiques répondant aux besoins de la population et à l'intérêt général, selon des critères sociaux et écologiques définis collectivement, visant le respect des limites planétaires,

6. Construire un cadre institutionnel permettant d'impliquer la population dans l'ensemble des processus de décision, du local au national, au sein des institutions, des structures de travail et des systèmes de solidarité et de conventionnement mis en œuvre,
7. Ancrer ce projet national dans une perspective internationale de paix, de justice, et de lutte contre les dégradations écologiques et leurs conséquences néfastes pour la vie humaine et non humaine, en France comme à l'échelle de l'humanité.

Pour répondre à ces objectifs, nous proposons de mener l'étude selon deux axes complémentaires, visant d'une part, l'élaboration d'un projet cohérent dans sa globalité et d'autre part, l'approfondissement de chacun des sujets concernés en particulier.

En termes de méthode, nous proposons de construire le processus d'étude selon le principe d'amélioration progressive des propositions. Après un temps d'échange et d'appropriation d'un sujet, nourri par des apport et des réflexions diversifiées sur les questions abordées, l'option de travail consisterait à étudier chaque proposition en plusieurs temps distincts, impliquant un temps d'analyse critique, négative puis positive, suivi d'un temps d'enrichissement créatif puis réaliste, pour aboutir à un temps d'amélioration ou de reformulation.

Afin de soutenir la démarche de construction de projet, nous proposons de partir d'un ensemble de propositions portées ou expérimentées par différentes organisations engagées en faveur de la justice sociale et écologique, de la solidarité, de la démocratie et de l'économie sociale et solidaire.

Pour parvenir au financement et à la mise en œuvre de ce projet d'étude, jusqu'à son aboutissement dans un délai suffisamment rapproché, nous cherchons des partenaires souhaitant s'y impliquer ou le soutenir.

Ce projet est initié par l'association « Démocratie sociale écologique » dont les propositions déjà élaborées pourraient servir de trame au travail d'étude à réaliser.

Pour l'association « Démocratie sociale écologique »

Vincent Bony - 06 45 89 10 19 - v_bony@orange.fr

www.democratie-sociale-ecologique.fr

